



Compte rendu du déjeuner-débat

du 13 février 2019

*sur le thème de l'actualité des relations franco-allemandes
avec Bernard de Montferrand*

Le G21 a reçu l'ambassadeur Bernard de Montferrand pour un déjeuner débat sur le sujet du Traité d'Aix-La-Chapelle. Ce déjeuner a eu lieu en présence de l'ambassadeur Frédéric Grasset, le président du G21 Jean-Pierre Gérard, l'ancien député Christian Vannest, Jean-Sébastien Ferjou, Directeur des publications d'Atlantico, Jean Hernandez, Jacques Perget, Christian Stoffaës, Gérard Lafay, Jean-Claude Werrebrouck, Catherine Gérard, Antoine-Tristan Mocilnikar, et Arthur Tokatlian. Henri Conze et Christian Desprès étaient excusés. Ceci est un compte rendu retranscrivant les propos qui ont été tenus. Ce document est un compte rendu retranscrivant les propos qui ont été tenus.

Intervention de l'ambassadeur Bernard de Montferrand

À travers son livre *France-Allemagne : L'heure de vérité*¹, la comparaison systématique, qui est faite entre les chiffres français et les chiffres allemands dans tous les domaines, met en lumière des faiblesses et des forces des deux côtés du Rhin. L'histoire franco-allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale est ponctuée de périodes favorables aux Français et inversement, aux Allemands. L'Europe n'est pas un jeu dans lequel les Allemands gagneraient toujours. La conclusion que l'on peut en tirer est que rien n'est écrit. Il n'y a pas de destinée fatale. C'est à l'effort de chaque nation que celle-ci définit sa place au sein de l'Union européenne.

Le Traité d'Aix-La-Chapelle est une étape. Beaucoup de thèmes ont déjà été inclus dans des textes précédents. À plusieurs reprises, les anciens chefs d'État et de gouvernement ont envisagé de refaire un Traité de l'Élysée sans aller jusqu'au bout de la démarche, tels qu'Édouard Balladur qui dû se résigner face au manque de motivation d'Helmut Kohl. Il valait mieux de pas y toucher et conserver un texte qui, rappelons-le, est un texte de procédure et non pas de résultat. En outre, et à rebours de ce qui peut être dit, il n'y a jamais eu d'âge d'or franco-allemand. Aussi, ce traité était astucieux puisqu'il institutionnalisait un état de fait, à savoir des rencontres et des traités réguliers entre les deux pays. De cette continuité des

¹ Bernard de Montferrand, *France-Allemagne : l'heure de vérité*, Tallandier, 17 novembre 2011.

traités et des dialogues naîtra une méthode de travail ensemble et des rapprochements. C'est ce qui s'est passé.

Lorsque l'on se penche sur le Traité d'Aix-La-Chapelle, on constate qu'il se fonde sur l'existant. Sur la politique étrangère et de sécurité commune, il repose sur des consultations renforcées, le rappel des engagements de sécurité qui sont ceux de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord et du Traité de Maastricht, une coopération des forces armées (sujet régulier depuis une quinzaine d'années), et une nouvelle impulsion au Conseil franco-allemand de défense et de sécurité.

Sur la coopération aux Nations unies, celle-ci est une réalité depuis une dizaine d'années. La représentation française à New York travaille au jour le jour avec les Allemands pour essayer d'harmoniser au maximum leur position respective.

La coopération régionale et transfrontalière concerne l'Eurodistrict Sarre Moselle. Le traité évoque le sujet des répartitions entre les deux Nations à la frontière. Par exemple, qui prend en charge qui en cas d'accident de voiture. On cherche à donner un nouvel élan à cette coopération qui pourrait préfigurer des relations entre les citoyens dans une vingtaine d'années en Europe.

Sur le sujet du développement durable, du climat et des affaires économiques, tous les objectifs de l'intégration économique entre la France et l'Allemagne, au niveau européen, sont repris.

Une nouveauté repose sur le partenariat Europe-Afrique. Depuis longtemps, l'Allemagne était très réticente à intervenir aux côtés des Français. La raison était double, elle y avait peu d'intérêt direct et, de par sa méconnaissance du continent, elle avait peur d'être embarquée dans des affaires « françaises ». Ce traité ouvre une époque dans laquelle l'Allemagne et la France travailleront ensemble en Afrique.

Un point important est l'accord passé au même moment au Parlement pour créer une assemblée franco-allemande constituée de cinquante députés Français de l'Assemblée nationale et de cinquante députés Allemands de la Bundestag. Cette assemblée se réunira deux fois par an. Cette institutionnalisation permettra d'impliquer davantage les parlementaires qui se réunissaient déjà de fait une fois par an.

Le Traité d'Aix-La-Chapelle est important puisqu'il arrive à un moment opportun et envoie un bon signal dans un environnement international instable. L'Europe a su résister au Brexit car elle est restée fidèle et unie à une règle élémentaire : donner un régime plus favorable à une Nation qui est dehors qu'une Nation qui est dedans serait la fin de l'Europe. En outre, les sondages montrent que l'euro suscite une adhésion forte de la part des citoyens européens. Les mécanismes de soutien à l'euro de coordination des politiques économiques ont été profondément améliorés ces dernières années.

Les Américains affichent actuellement des hostilités contre le multilatéralisme, tels que la dénonciation de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien ou la sortie du traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire signé en 1987. L'incertitude dans les mécanismes de l'Alliance atlantique existe tant l'attitude américaine est ambiguë. En témoigne la conférence de la sécurité à Munich en 2018 où les Américains étaient, pour la première fois, seuls face au reste de l'Alliance.

C'est une situation qui trouble les Allemands. Historiquement, la relation américano-allemande est étroite. Il y a eu plus d'immigrants allemands aux États-Unis qu'il n'y en a eu d'Écossais, d'Anglais ou d'Irlandais. Le soutien américain à la reconstruction de l'Allemagne et de sa réunification n'ont fait que renforcer cette proximité.

Concernant la Russie, les Allemands ont toujours considéré que les moyens de trouver des terrains d'entente avec les Russes étaient nombreux. Cependant, la question ukrainienne a empoisonné les relations entre la Chancelière Angela Merkel et le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine. En outre, l'Allemagne a opéré, face à la fragilité de l'économie russe qui dépend pour 98 % de ses exportations de gaz, un pivotement stratégique vers la Chine depuis une dizaine d'années.

Cependant, cela a fragilisé l'économie allemande, et plus particulièrement ses entreprises qui dépendent fortement du marché chinois. Le taux de dépendance se mesure au nombre de Volkswagen vendu en Chine. Face au comportement nationaliste chinois, des interrogations se posent.

L'incertitude américaine, la fragilité de l'économie russe et le nationalisme chinois créent des conditions nouvelles pour reconsidérer et optimiser notre engagement européen dans un cadre franco-allemand renforcé. Le levier franco-allemand, lorsqu'il porte une parole unie, fait avancer l'Europe, et c'est une évidence qui revient après beaucoup d'hésitations.

Cependant, ceci n'est pas incompatible avec une exaspération des deux côtés. Il y a une ambivalence entre d'une part, l'affirmation que l'avenir de l'Europe passe par une entente franco-allemande, et d'autre part une exaspération mutuelle entre les deux nations. Ainsi, il y a un équilibre à tenir et un double défi à relever :

- Un défi économique pour la France : veut-elle faire les réformes nécessaires pour devenir compétitive et être respecté par l'Allemagne.

- Un défi politique pour l'Allemagne : elle a profité de l'Europe pour se construire, se réunifier et stabiliser une zone commerciale essentielle à son économie. Veut-elle en rester là, c'est-à-dire une réassurance de son marché, ou veut-elle passer à l'étape suivante pour obtenir que l'Europe soit capable de défendre ses intérêts ?

Rappelons qu'en l'an 2000, la France avait des échanges équilibrés avec l'Allemagne et un niveau d'endettement équivalent. Mais, les réformes courageuses et difficiles de Gerhard Schröder des années 2002-2003 ont, depuis, creusé un écart considérable. Quand bien même l'écart est grand, il est encore possible de le combler.

Sur le sujet de la défense et de la sécurité, il faut noter des avancées notables. Les Allemands y accordent davantage de moyens. Des chantiers communs montrent qu'on va dans la bonne direction :

- L'Initiative européenne d'intervention (IEI).

- Le système de combat aérien du futur (SCAF).

- Le drone Medium Altitude Long Endurance (MALE).

- Le programme Main Ground Combat System et son démonstrateur Euro Main Battle Tank (char de combat franco-allemand).

Il y a des progressions importantes et également des interrogations. Demain, le budget militaire de l'Allemagne va dépasser celui de la France. Il y aura des attentes en termes de retour industriel. Par exemple, sur la construction des satellites Galileo, les Allemands ont défendu leur industriel OHB pour qu'il puisse bénéficier de commandes, et aujourd'hui, c'est une entreprise qui produit 25-30% des satellites.

L'intérêt croissant de l'Allemagne pour les sujets de défense et d'industrie de défense est une donnée nouvelle à prendre en compte en Europe. Aujourd'hui, l'opinion publique allemande est encore très majoritairement pacifiste. Elle ne souhaite pas d'intervention extérieure ou alors de manière extrêmement limitée. Mais cela pourrait changer rapidement.

Pour la première fois, durant la guerre de Yougoslavie, des effectifs allemands étaient envoyés dans une zone déclarée de combat. Il a fallu soixante heures de débats au Bundestag pour autoriser cette intervention. Aujourd'hui, les Allemands sont présents un peu partout. On assiste à un changement culturel de la nouvelle Allemagne qui est extrêmement fort.

Dans le domaine économique et financier, les progrès sont nombreux. Sur la sécurisation des risques publics, l'euro et les mécanismes de solidarité financière ont été consolidés de manière remarquable au point que le Portugal et la Grèce sont revenus sur les marchés financiers. La maîtrise du risque public permettra au secteur bancaire européen d'avoir une meilleure stabilité.

Cependant depuis dix ans, on assiste à une re-compartimentation sur le marché des capitaux européen. L'épargne allemande reste en Allemagne, l'épargne française en France etc. Il est alors important de recréer cette circulation de l'épargne au niveau européen.

Sur la politique migratoire européenne, on constate l'absence de débat européen sur le sujet. Le patron des syndicats allemands expliquait, dans le Spiegel, qu'il fallait au minimum 260.000 immigrés de plus pour subvenir aux besoins d'emplois techniques. Le discours n'est pas le même côté français. On voit bien que les intérêts sont différents d'où la nécessité de débattre sur ces sujets et d'envoyer un message clair aux citoyens, quel qu'il soit. Il y a des fenêtres d'opportunité sur un certain nombre de sujets en Europe.

Débat

Jean-Pierre Gérard, président du G21

Il est tout de même essentiel de souligner qu'il y a dans la politique économique allemande un nationalisme important et non européen. Or, nous avons besoin d'un nationalisme européen.

Gérard Lafay

La croissance européenne est la plus faible du monde. Les écarts se sont creusés à l'intérieur de l'Europe. L'Allemagne réalise des excédents commerciaux et maintenant budgétaires. Les citoyens ne veulent pas abandonner l'euro, il est un sujet symbolique voire tabou. Or, il est important de mettre en perspective le rôle central de l'euro dans la situation économique de la France et dans la mutation de son industrie.

Jean Hernandez

Il est nécessaire de rappeler que la zone euro établit des parités fixes entre les États. Avec des États dominants, il y a des déficits structurels qui se développent. Le système se maintient parce que l'Europe accepte un accroissement des dettes. Les Allemands acceptent d'accumuler des créances sur le reste des pays européens. La Banque centrale européenne fait également de la création monétaire, c'est-à-dire qu'elle facilite le développement de cet endettement.

La grande question est de savoir si cela pourra continuer. Si jamais il y avait une très forte augmentation des taux d'intérêt, le taux d'endettement apparaîtrait de façon assez évidente comme étant excessif.

Bien sûr, il faut faire des réformes. Mais le volume à déplacer dans l'économie française pour aboutir à ressembler à l'Allemagne est très important. Le niveau politique pour déplacer les 6 à 8 % de PIB nécessaires à brève échéance se situe à un échelon jamais atteint auparavant. Aucun gouvernement ne pourra déplacer 6 à 8% de PIB à brève échéance.

Jean-Claude Werrebrouck

La difficulté politique provient du risque d'avoir des régressions sociales de grande ampleur. La Grèce en est un exemple.

Il faudrait rétablir le mécanisme des prix, au fond un taux de change qui permet de distinguer l'intérieur de l'extérieur. Et si je suis entrepreneur de base, le premier des prix est le taux de change. Tout ceci s'oppose à notre pratique actuelle. La monnaie semble être devenue une sorte de symbole religieux.

Christian Vanneste ancien député

Il faudrait revenir sur l'opportunité du traité. Il est très politique puisqu'il a lieu avant les élections européennes. Il montre que le camp progressiste est uni face au camp populiste.

Le traité de l'Élysée et le Traité d'Aix La Chapelle se ressemblent. Cependant, il y a une différence. Quand le Général De Gaulle tend la main à Adenauer, la France est une puissance politique, certes plus faible économiquement. En 1963, la France est en train de se relever. En 1973, les prophéties d'Hermann Khan avançaient que la progression en PIB de la France l'amènerait à rattraper l'Allemagne voire la doubler. À l'époque, c'était possible. Or, cela ne l'est plus. En effet, si la France demeure plus puissante sur le plan politique que l'Allemagne (membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) et Dissuasion nucléaire), il est question plus ou moins dans ce traité d'abandonner ces avantages ou de les éroder au profit de l'Allemagne. L'objectif de l'Allemagne serait que la France cède son siège de membre permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

On constate une tendance qui consiste à réduire les avantages de la France sur le plan politique alors qu'elle n'obtient rien sur le plan économique. Aujourd'hui, la France a considérablement reculé, et l'Allemagne est devenue hors d'atteinte pour elle sur le plan économique sauf à reprendre son autonomie monétaire et financière.

Nous donnons à l'Allemagne un pied en Afrique et éventuellement un accès à un réseau diplomatique très important. Sur le plan du climat et de l'économie, les politiques énergétiques des deux pays sont tels qu'aucune coopération n'est possible. La France a fait le choix du nucléaire et les Allemands l'ont abandonné.

Antoine-Tristan Mocilnikar

Sur les questions de macro-économie, un instrument peu évoqué, voire oublié, est celui de la politique salariale. Une façon efficace pour régler la distorsion franco-allemande serait de mener une politique salariale ambitieuse en Allemagne. Parce qu'il est évident que si les Allemands augmentent un peu plus les salaires, les décalages de ratio et de commerce extérieur se rééquilibreraient assez vite. Les politiques salariales sont un sujet encore plus tabou que les politiques monétaires. Aussi, pourquoi ne parle-t-on pas de cette idée d'augmentation des salaires en Allemagne ?

En outre, dans le contexte du Traité d'Aix-La-Chapelle, comment se fait-il qu'il y a eu cet aller-retour français sur le dossier Nord stream 2, essentiel pour l'Allemagne, et une absence flagrante de coordination entre les deux pays ?

Enfin, sur le thème de l'énergie, Angela Merkel a identifié une coopération franco-allemande autour de la fusion de nouvelle génération. Pourquoi dans le cadre de la relation franco-allemande, les Allemands n'ont trouvé que l'université de Lorraine, et comment se fait-il que la France n'essaie pas de tendre la main à l'Allemagne sur l'unique coopération nucléaire qu'elle nous propose ? Pourquoi refuse-t-on une main nucléaire ?

Christian Stoffaës

Acteur chez EDF de la coopération Franco-allemande et de la construction d'un réacteur commun, l'EPR, (réacteur européen du futur) qui est lancée en 1991, il indique que cette opération est très problématique. Siemens a réussi à imposer ses vues à EDF. On a multiplié les exigences de sûreté ce qui a eu pour conséquence de rendre la technologie difficile à vendre parce qu'elle est devenue très chère. Les difficultés viennent du fait qu'EDF

et Siemens n'ont pas pu ou su coopérer ensemble. C'est un espoir déçu de la coopération franco-allemande.

L'ambassadeur Bernard de Montferrand

Ce qui se passe aujourd'hui dans le monde est un moment important pour l'Europe. La perception de la menace est importante. On sent que dans le domaine de la défense il y a une dynamique qui se lance pour ne pas être vassal des Américains. Les Allemands n'ont plus peur de monter quelque chose en Europe, de déplaire aux Américains ou d'apparaître comme ceux qui contribuent à diminuer la protection américaine.

Christian Stoffaës

C'est un traité d'amitié et d'opportunité. Il a été décidé par Angela Merkel et Emmanuel Macron. Pour quelle raison ? L'Europe fait douter. Il commence à y avoir des mouvements anti européens. Dans ce contexte, ce traité est un traité de vérification. C'est un traité qui crée des clivages, des pour et des contre.

L'ambassadeur Bernard de Montferrand

Pourquoi vous étonnez vous que l'euro soit aussi bien accepté ? La grande raison est qu'il y a eu un débat très intense. En Europe, les choses marchent lorsqu'il y a un débat politique.

L'Euro et la politique monétaire est un élément de la politique économique. Si pendant la IV^e République, la dévaluation ne s'était accompagné de réformes, il n'y aurait pas eu de résultat. Pourquoi les dévaluations de 1958 ont-elles marché ? Parce que les comptes ont été remis en ordre. Le résultat est que la France a eu treize ans de taux de croissance supérieur à l'Allemagne.

Aussi, la solution se trouve dans les efforts que chacun fera et non pas dans la dévaluation. Le Portugal, la Grèce et l'Espagne ont été dans ces états parce qu'ils ont mené des politiques économiques désastreuses. Le coût des retraites en France représente quatre points de PIB de plus que l'Allemagne. Faire passer l'âge de la retraite à 65 ans résoudra le problème de moitié.

Nous n'avons aucun handicap en France. Faut-il encore que les Français tiennent leurs comptes. En Allemagne, le Conseil des experts économiques, nommé aussi les Cinq Sages de l'économie, constitué d'économistes, publie un rapport annuel sur la réalité économique allemande (augmentation des revenus, augmentations de l'inflation etc.). Ce sont des indicateurs dans lesquels les Allemands ont confiance parce qu'il y a cinq jugements différents. Il est expliqué par exemple qu'il n'est pas possible d'augmenter les salaires de plus de tant. En France, cela n'existe pas. Il est nécessaire d'avoir un langage de vérité et d'expliquer aux citoyens la réalité des choses.

Quand on veut obtenir quelque chose avec les Allemands, comme disait Clemenceau, « il faut savoir ce que l'on veut, quand on sait ce que l'on veut, il faut avoir le courage de le dire, quand on a le courage de le dire il faut avoir le courage de le faire ».

Sur certains sujets fondamentaux européens, tels que la politique de l'énergie, il n'y a jamais eu de papier net et clair de la position française. Sur d'autres sujets, il y a eu un des

papiers de position française et on essayait d'en obtenir 60-65%. Sur la politique énergétique, quels sont nos objectifs ? Depuis une vingtaine d'années, la France n'a pas été capable de les définir. Il est alors difficile de débattre avec les Allemands sur une ligne particulière.

Jean-Sébastien Ferjou, Directeur des publications d'Atlantico

Il est évident que l'Espagne, l'Italie et la France avaient commis des erreurs de politique économique, notamment les 35 heures. Pour autant est ce que regarder la situation par un prisme moral permet vraiment de la comprendre ? Les 30 milliards d'excédents budgétaires qui s'ajoutent aux 250 milliards d'excédents commerciaux sont en contradiction avec les traités européens et constituent une stratégie de cavalier solitaire. Quand bien même nous aurions tous été vertueux dans l'Europe du Sud, n'y aurait-il pas eu un déséquilibre à l'arrivée ?

Quand on regarde l'Italie, la lire a eu 130 ans d'existence. Pour autant, elle n'a pas transformé les Italiens du sud en italien du nord. Aussi, la perspective qu'on parvienne à transformer les Français en Allemands, c'est-à-dire que les salaires progressent moins vite que la productivité, qu'on soit plus raisonnable sur le dialogue social, est-elle crédible ?

Sur le sujet de la dévaluation, le Canada, la Suède ont opéré des ajustements structurels profonds via des ajustements monétaires dans le même temps. Les Allemands ont pu le faire avec les réformes Hartz parce que l'euro était sous-évalué à leur profit. Connaissez-vous un seul exemple dans l'histoire éco du monde où un pays ait réussi l'un sans l'autre dans le même moment ?

L'ambassadeur Bernard de Montferrand

Effectivement, le débat ne doit pas être posé en des termes moraux. Les Français ne sont pas Allemands et ne le seront jamais. Seulement, penser que les Français ont une ADN « instabilité financière » n'a pas de sens. Quelle est la monnaie ayant eu la plus longue stabilité ? C'est le franc Germinal (1803). Les Français étaient considérés jusqu'après la guerre de quatorze comme des fétichistes de la stabilité monétaire. Alors, il est vrai que la France n'a plus l'arme de la dévaluation. Mais tenir ses comptes n'est pas une vertu ultra libérale, c'est une vertu de la ménagère auvergnate. Aujourd'hui, nous avons un keynésianisme dévoyé. Jacques de Larosière a sorti un livre, *Les 10 préjugés qui nous mènent au désastre économique et financier*, et s'est replongé dans Keynes. Il apparaît que ce dernier ne propose jamais de faire du déficit à répétition.

Jean-Sébastien Ferjou Directeur des publications d'Atlantico

Même à supposer que nous n'ayons pas cédé à ces différents vices ou défauts, ne croyez-vous pas qu'à l'arrivée il y aurait eu un déséquilibre malgré tout entre les économies européennes que l'euro était censé faire converger et qui ont, finalement, divergé ?

² Jacques de Larosière, *Les 10 préjugés qui nous mènent au désastre économique et financier*, Odile Jacob, 14 novembre 2018.

L'ambassadeur Bernard de Montferrand

L'Euro n'est qu'un outil. L'Europe marche bien dans les différents États européens. On ne souhaite pas suivre la vertu allemande. Seulement, il est nécessaire de respecter les règles. Or, Schröder disait : du temps pour la réforme oui, du temps sans réforme non.

L'ambassadeur Frédéric Grasset

En l'an 2000, Gerhard Schröder a décrit, à Jacques Chirac, le programme qu'il allait mettre en œuvre de façon précise et était conscient de pouvoir être battu aux élections. Mais il était déterminé à aller jusqu'au bout des réformes quoi qu'il advienne. Le Président de la République française lui a rétorqué qu'il n'était même pas sûr de pouvoir faire la même chose en France.

Jean-Sébastien Ferjou Directeur des publications d'Atlantico

N'est-ce pas là une négation de ce qu'est une zone monétaire ? Aux États-Unis, le Massachusetts, qui est structurellement excédentaire, ne se pose jamais la question d'assurer des transferts sociaux vers l'Alabama ou le Nevada, qui sont structurellement déficitaires.

Soit on fait une union avec des Nations dont on considère qu'ils sont également vertueux dès le départ, soit on prend en compte la réalité des nationalités et des défauts tels qu'ils existent dans le cadre d'une zone monétaire à union politique on opère des transferts sociaux sans se poser la question. Mais vouloir une union douanière sans assumer les particularismes nationaux est le meilleur moyen d'échouer.

Jacques Perget

Nous pouvons avoir le sentiment que dans le domaine de la défense, la relation franco-allemande est peu équilibrée. La France avait accepté l'alliance avec l'Allemagne pour le projet stratégique d'avion spatial. De facto, c'est notre voisin qui a torpillé cette coopération. Si tel n'avait pas été le cas, nous aurions eu un avion commun. De manière plus générale la coopération franco-allemande dans l'espace n'a pas été bonne.

L'ambassadeur Bernard de Montferrand

Aux États-Unis, quand un État ne paie plus ses dettes, il est en faillite. En Europe, il n'y a pas de système équivalent. C'était Alexander Hamilton, premier secrétaire d'État au Trésor, qui a monté la solidarité des dettes en 1794. Il y avait un accord Nord Sud. Les gens du Nord voulaient la capitale à New York, et les gens du Sud la voulaient à Washington. Il y a eu un accord sur la mutualisation des dettes de l'Amérique, qui était en réalité les dettes de la guerre d'indépendance, et cela a été le socle fondateur du système. Mais, ils n'ont eu une banque centrale qu'en 1913. Il y avait une notion de risque que les Américains sont prêts à porter pour un État ou pour une ville que nous n'avons pas dans la culture européenne.

Jean-Pierre Gérard, président du G21

La France ne sera jamais l'Allemagne et inversement. Cela n'est d'ailleurs pas souhaitable. Il faut que les deux Nations soient complémentaires. Mais par définition, si elles sont complémentaires, et en fonction des évolutions du contexte international, il y a et aura des moments où la France sera dans une meilleure situation que l'Allemagne et inversement.

La question à se poser est de savoir quels sont les mécanismes qu'il faut mettre en place pour les rééquilibrer ? Ces mécanismes devraient mieux prendre en compte les différences de structures entre les deux pays. On ne traite que de manière macro-économique et très peu voire jamais sur les équilibres. Soit on a une solution macro-économique, parce que les écarts sont tels qu'on ne peut pas rattraper notre retard autrement, soit on construit d'autres méthodes pour rééquilibrer la relation au jour le jour, c'est-à-dire la préférence communautaire. Si on veut être une puissance européenne, on construit sur l'Europe avec les difficultés des Français, des Allemands etc. Cette approche du traité de l'Élysée et du traité de Rome a totalement disparu dans le traité actuel.

L'ambassadeur Bernard de Montferrand

Sur le fond entre la France et l'Allemagne, les Allemands ont fait des efforts. Cependant, quand il y a une course, le 4^e ne dit pas au 1^{er} « tu t'arrêtes et tu m'attends ». Cela n'existe pas, nous sommes dans un monde de compétition et il faut être bon. Ce n'est pas parce qu'on est mauvais intrinsèquement. Par exemple, la politique énergétique française était une belle chose avec EDF et Areva. Il y avait des gens qui savaient où aller, une vraie stratégie, et une recherche. Puis, il y a eu une cacophonie épouvantable où la direction de l'énergie et le Président de la République n'ont rien fait.

Jean-Pierre Gérard, président du G21

La France et l'Allemagne se comprennent-elles ? On commence à y douter. La nature de la construction de la France a été tellement différente que celle de l'Allemagne qu'on se demande si on arrivera à prendre en compte les préoccupations des uns et des autres. Cela ne peut se faire que s'il y a une fusion des intérêts. Le Président américain, Donald Trump, est peut-être une chance pour nous. On ne voit pas d'autres solutions que de se protéger de l'extérieur pour construire un commun.

À l'intérieur de l'UE, les gens s'aperçoivent qu'ils ont intérêt à être ensemble. Cela demande une révolution intellectuelle de savoir dire « nous ferons confiance aux Français même avec leurs défauts et nous faisons confiance aux Allemands même avec leurs défauts ».

Compte rendu établi le 5 mars 2019 par Arthur Tokatlian

Remarques postérieures à ce déjeuner débat

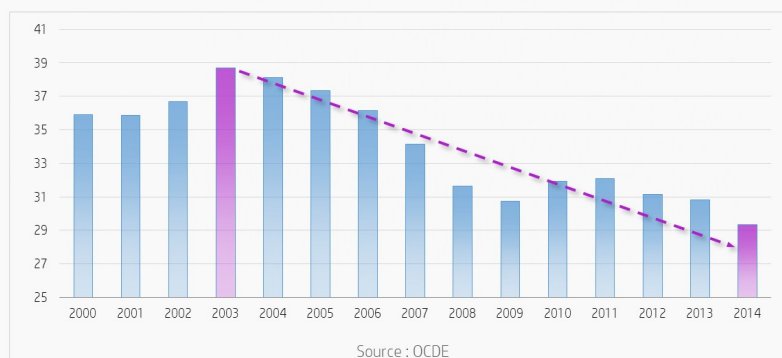
par Jean-Pierre Gérard Président du G21.

1. L'analyse historique des relations franco-allemandes et du renouveau de l'économie allemande amène aux considérations suivantes :
 - le mark a été en permanence sous-évalué entre 1945 et 1974. Il y a eu bien sûr des réévaluations, mais à chaque fois celles –ci conservaient-elles pour le mark une sous-évaluation par rapport aux autres monnaies.
 - La France a obtenu des avantages comparables en pratiquant des dévaluations, parfois réussies et d'autres non. Cela n'était possible que pendant la période 1958–1974.

Toutes les puissances industrielles sans exception se sont construites à l'abri d'une sous-évaluation monétaire durable sur une période au minimum de 15 ans et plus souvent de 25 à 30 ans (voir l'étude du G21)

2. A la page 2, Bernard de Montferrand affirme la forte adhésion de la part des citoyens à l'euro. Il est certain que tant que les dettes n'auront pas à être remboursées, cette vie à crédit est plutôt confortable.
3. L'Allemagne a toujours bénéficié d'un préjugé favorable de la part des États-Unis. Cela ne date pas de la dernière guerre, mais cela a été le cas déjà dans les guerres européennes du XIXe siècle avant l'unification sous l'égide de la Prusse. Cela a continué avec le règlement de paix de la première guerre mondiale et le problème des dettes de guerre, et de la protection des frontières françaises. Les premières ont été progressivement réduites puis supprimées. La seconde disparaissait avec le refus de la ratification du traité de Versailles, et de l'impuissance de la SDN.
4. Le virage vers la Chine de la politique économique allemande s'est appuyé sur la forte spécialisation en biens d'équipement de l'industrie et des exportations allemandes vers la Chine. Cette stratégie n'a qu'un temps, de l'ordre de 10 à 15 ans, car une fois équipés les Chinois sont tout à fait capables de produire à l'aide de ces équipements, puis ensuite de les copier pour pouvoir continuer à développer leur industrie (à l'abri d'une monnaie largement sous-évaluée et d'un potentiel humain à faible coût sans commune mesure avec les pays européens). Cela apparaît très clairement dans le graphique ci-dessous donnant l'évolution du contenu en importations des exportations chinoises.

Chine : contenu en importations des exportations (%)



5. Il est exact qu'en l'an 2000, la France avait des échanges équilibrés avec l'Allemagne et un niveau d'endettement très semblable. À cette comparaison brutale, il convient de rappeler :
- que l'Allemagne sortait de la période de réunification et de l'énorme effort de financement de l'Allemagne de l'Est par la Treuhand.
 - Que sur la période 1996–2002, c'est-à-dire en France le gouvernement socialiste Jospin, le dollar s'était largement revalorisé par rapport à la période 1990–1996.
 - Enfin le premier président de la banque centrale européenne, la politique monétaire de Wim Duisenberg a permis de conserver une relation euro dollar dans la poursuite de la période précédente.

Les choses ont considérablement changé avec l'arrivée de Jean-Claude Trichet et une politique monétaire telle que l'euro a atteint des sommets (1,45 dollars pour un euro). Cette politique de l'euro fort a eu le même impact sur les industries françaises et allemandes, mais à partir de points de départ différents.³

³ Dans « l'euro est-il mort » aux éditions du rocher, les graphiques montrent très bien la descente aux enfers de l'industrie française. J'ai eu les mêmes informations de la part de Monsieur Henkel, ancien président du BDI, donnant la décroissance du potentiel industriel allemand.